



Communiqué de presse inter-associatif
23 mars 2021

SIX ANS DE GUERRE AU YÉMEN

Ventes d'armes de la France :

Un die-in à Paris pour dénoncer la complicité silencieuse de la France dans la pire crise humanitaire au monde

#YemenCantWait

Jeudi 25 mars 2021, à 12h30

Place de la République à Paris

En présence de porte-paroles des différentes organisations

Alors que le Yémen, au bord de la famine et dont la situation humanitaire est plus catastrophique que jamais, s'enlise dans une septième année de guerre, 12 organisations non-gouvernementales (ONG) humanitaires et de défense des droits humains appellent le président Emmanuel Macron à mettre fin à la complicité silencieuse de la France en cessant ses ventes d'armes aux Etats parties au conflit. A l'appel des ONG, des militantes et des militants se rassembleront ce jeudi 25 mars 2021, à l'occasion d'un grand die-in place de la République à Paris.

Nos 12 organisations appellent le président Macron à faire enfin preuve de courage et à suivre l'exemple de nombreux autres pays exportateurs d'armes. En janvier 2021, le président des Etats-Unis, premier exportateur d'armes au monde, a annoncé la suspension de ventes d'armes aux belligérants au Yémen. Au même moment, l'Italie a adopté la décision historique, suite aux demandes incessantes de la société civile, d'annuler la livraison de plusieurs milliers de bombes et missiles à la coalition en conflit au Yémen.

Le gouvernement français, lui, poursuit inlassablement ses transferts d'armement vers des pays impliqués dans le conflit au Yémen, et ce, malgré les rapports et alertes répétés, depuis maintenant six ans, des organisations de la société civile et des Nations unies sur les crimes de guerre commis au Yémen. La guerre a des conséquences effroyables sur les populations civiles, qui paient le plus lourd tribut à la dégradation continue de la situation humanitaire et économique du pays. Grand oublié de l'actualité, le conflit au Yémen a fait près de 250 000 victimes du fait des affrontements et de la crise humanitaire, selon les Nations unies, alors que près de 20,7 millions de Yéménites, soit 80% de la population, ont besoin d'une aide humanitaire. Le 29 septembre 2020, une résolution du Conseil des droits de l'homme des Nations unies a également dénoncé l'usage de la famine des civils « comme méthode de guerre » par toutes les parties au conflit au Yémen. Cette résolution, signée par la France, condamne fermement les violations du droit international humanitaire et droits humains et demande aux Etats de s'abstenir de transférer des armes à toute partie au conflit, lorsqu'ils jugent qu'il existe un risque majeur que ces armes puissent être utilisées pour commettre ou faciliter une violation grave du droit international.

Afin que la France cesse de se rendre complice de crimes de guerre commis au Yémen, nos organisations appellent le gouvernement à mettre ses actes en conformité avec ses engagements internationaux, notamment le Traité sur le commerce des armes. Nous exigeons également la fin de l'opacité du gouvernement français sur ses ventes d'armes et la mise en place d'un contrôle efficace du Parlement sur les exportations de matériels militaires en prenant exemple sur plusieurs de nos voisins européens. Le 18 novembre 2020, le rapport parlementaire de la Mission d'information sur le contrôle des exportations d'armement de la France a acté de cette nécessité d'une transparence renforcée et « d'un véritable pouvoir de contrôle » du Parlement. Le gouvernement d'Emmanuel

Macron doit répondre rapidement et positivement à cette exigence de contrôle et de transparence, d'autant plus urgente et essentielle que des millions de vie au Yémen en dépendent.

Nos organisations demandent également au Président de la République de mobiliser la diplomatie française pour :

- Exiger de toutes les parties au conflit l'arrêt immédiat des bombardements et autres attaques contre les populations civiles, les hôpitaux, les écoles et le patrimoine millénaire yéménite classé au patrimoine mondial de l'humanité par l'UNESCO ;
- Faire pression pour lever le blocus et toute entrave à l'acheminement de nourriture, fournitures médicales, et carburant conformément au droit international humanitaire et aux résolutions de l'ONU de façon à permettre un accès sans entraves des secours humanitaires à la population civile yéménite.

Liste des 12 ONG signataires :

Amnesty international France, ACAT France, CARE France, Fédération internationale pour les droits humains (FIDH), Handicap International - Humanity and Inclusion, Ligue des Droits de l'Homme, Médecins du Monde, L'Observatoire des armements, Oxfam France, Première Urgence Internationale, Salam for Yemen, SumOfUs

Note à l'attention des rédacteurs

- **Des photos du die-in seront disponibles à ce lien** à l'issue de l'évènement.
- **Action en ligne et die-in hebdomadaire** : tous les jeudis, du 15 février au 25 mars 2021, à l'initiative d'Amnesty International France, un die-in est organisé sur la place de la République à Paris pour dire "Stop aux ventes d'armes irresponsables" de la France. Le 25 mars 2021, à l'occasion du 6ème anniversaire du conflit au Yémen, les militants sont appelés à organiser des die-in à travers toute la France. Des actions de mobilisation sont également accessibles [en ligne](#).
- **Une opinion publique favorable à un réel changement en matière de contrôle des ventes d'armes** : [selon un sondage YouGov](#) commandé par SumOfUs en 2019, 72% des Françaises et Français s'expriment en faveur d'un contrôle renforcé du Parlement en ce qui concerne les ventes d'armes. 7 Français sur 10 souhaitent que la France suspende ses ventes d'armes aux Etats parties au conflit au Yémen.
- **Nouvelles données: la France reste le 3ème pays exportateur d'armes au monde** sur la période 2016-2020 selon [un rapport du Stockholm International Peace Research Institute \(SIPRI\)](#) publié le 15 mars 2021. Les pays de la région Moyen-Orient ont par ailleurs augmenté de 25% leurs importations d'armement sur la même période.

Pour couvrir la mobilisation ou pour organiser un entretien en amont du 25 mars 2021, merci de contacter :

Amnesty International France – Claire Cerniaut : ccerniaut@amnesty.fr / 06 76 94 37 05

CARE France – Camille Nozières : nozieres@carefrance.org / 07 86 00 42 75

Médecins du Monde – Margaux Lesage : margaux.lesage@medecinsdumonde.net / 06 30 52 82 34